

# Migrations, fantasmes et contre-vérités

Julien Brachet

---

**Pour le géographe Julien Brachet, le pacte de Marrakech doit être considéré en dehors de toute idéologie et de toute politisation de la question migratoire**

**L'**adoption du pacte de Marrakech par l'Assemblée générale des Nations unies (ONU), lundi 10 décembre, renvoie à bien des égards à l'actualité française. Ces derniers temps, une petite minorité des « gilets jaunes » a réussi à fortement rendre visible son absence de solidarité vis-à-vis de ressortissants étrangers. Tout comme une petite minorité des Etats membres de l'ONU a réussi à occuper l'espace médiatique en refusant d'adopter ce texte.

Un texte pourtant timoré, consensuel et non contraignant. Le contenu du « *pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières* » n'a rien de surprenant. L'idée fondatrice de ce texte est aussi simple que faussement naïve : la bonne « *gestion* » des frontières et des populations mobiles serait « *bénéfique à tous* », aux personnes comme aux Etats, à l'économie comme à la culture. S'entendre sur les mots et sur la mesure de la situation présente permettrait sans doute de mieux saisir le sens de cette déclaration d'intention ainsi que ses silences.

Pour gérer certains mouvements migratoires, de nombreux Etats ne respectent déjà plus la Convention internationale des droits de l'homme ou le principe de présomption d'innocence, contournent le droit d'asile et le droit maritime, sans parler de l'institutionnalisation des violences aux frontières et dans les multiples lieux d'enfermement des étrangers. Quand des textes officiellement contraignants sont bafoués de manière routinière par des services d'Etat, on peut légitimement douter de la capacité d'un texte non contraignant à faire changer les pratiques.

## **Validité scientifique**

Qu'il s'agisse des limites de la solidarité populaire ou de la bien-pensance élitaire, la question des migrations internationales divise. A toutes les échelles, il semble cependant plus rentable électoralement de pencher vers la fermeture des frontières plutôt que vers leur ouverture. Pour une raison simple, nous dit-on : les politiques nationalistes et xénophobes en matière de migration ne seraient que le reflet des opinions publiques. C'est un peu vite dit. D'autant qu'en l'occurrence les « *opinions publiques* » ne tombent pas du ciel. La séance d'attribution des prix de l'Académie française, le 6 décembre, vient nous le rappeler.

A ce titre, le premier des vingt-trois objectifs du pacte de Marrakech est louable : « *Collecter et utiliser des données précises [...] qui serviront à l'élaboration de politiques fondées sur la connaissance des faits.* » Louable ou naïf ? Car qui peut croire aujourd'hui que les politiques

migratoires des Etats se fondent sur des « *connaissances objectives* » des faits plus que sur des idéologies politiques ? Et quand bien même, qu'est-ce que cela signifierait ? Les liens entre faits, idéologies et politiques constituent pourtant le cœur du problème – comme celui du pacte. Une récente polémique hexagonale nous le rappelle.

En France, le débat autour de la « *théorie* » de la « *ruée vers l'Europe* » a animé l'actualité médiatique des derniers mois, avant de tourner au « *bras de fer* » entre « *deux spécialistes des migrations africaines* ». D'un côté l'essayiste Stephen Smith, ancien journaliste auteur de *La Ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent* (Grasset, 272 p., 19,50 euros). De l'autre, l'universitaire François Héran, désigné pour l'occasion « *sommité de la démographie* ». Deux hommes, deux points de vue, deux camps. Chacun étant invité à choisir le sien.

Or, ce débat-duel soulève des questions qui dépassent justement la seule validité scientifique de la thèse principale du livre. Une thèse qui peut se résumer ainsi : selon M. Smith, la croissance démographique du continent africain va entraîner des migrations massives de populations à destination de l'Europe. D'après lui, 25 % de la population européenne sera d'origine africaine en 2050. D'après les démographes de l'ONU et du Fonds monétaire international, et d'après M. Héran, cette proportion sera d'environ 3 % à 4 %. L'écart entre ces deux prédictions est grand, tout comme celui qui sépare la nature des « *points de vue* » qui s'opposent ici entre celui d'un ancien journaliste qui se présente comme « *démographe* », alors qu'il n'a aucune formation en démographie, et celui d'un représentant de la démographie académique par excellence.

Mais, si l'on ne peut rien affirmer avec certitude à cette échelle temporelle et spatiale, il n'en demeure pas moins que la projection de M. Smith est invraisemblable au regard de l'état actuel des connaissances scientifiques sur les migrations africaines, là où celle de M. Héran est plausible, voire probable. La différence est fondamentale. Ce n'est pourtant pas cela qui m'intéresse ici, mais plutôt trois éléments qui me semblent hautement révélateurs de ce qui se joue à travers cette controverse autour de la « *connaissance des faits* », dont parle justement le pacte de Marrakech.

Le problème que pose l'ouvrage de M. Smith ne réside pas tant dans son contenu que dans le label qui est apposé dessus. Tout auteur est libre de faire un livre pour partager ses peurs et ses phobies, sans avoir à se justifier. On peut appeler cela une fiction ou un essai politique. Mais pas un ouvrage scientifique. Lorsque M. Smith tente de légitimer ses opinions avec des arguments supposément scientifiques, là commence le mensonge. Car les sciences sociales ont leurs règles, leurs méthodes, leurs rigueurs, qui déterminent leur validité en tant que telles. S'en revendiquer, c'est accepter cela.

La polémique autour du livre porte sur les chiffres : va-t-on voir « *150 millions d'Africains embarquer pour l'Europe d'ici à 2050* », comme l'écrit M. Smith. Certainement pas. Sous le feu de la critique, Smith reconnaît lui-même qu'il ne s'agit là que d'un scénario possible parmi d'autres. Ce n'est pourtant pas un hasard si ce scénario est celui que suggère le titre de l'ouvrage et qui est développé tout au long du livre.

### **Connaissance des faits**

Ce n'est pas un hasard si ce scénario est celui que M. Smith a systématiquement mis en avant lors des interviews qu'il a données et qui ont permis à sa théorie de la ruée vers l'Europe de prendre

son envol. Ce scénario quantifié est bien celui qui s'accorde le mieux avec l'idéologie du livre. Car ces chiffres qui induisent le lecteur en erreur sont interprétés, qualifiés, commentés par l'auteur.

Et c'est là que l'ouvrage prend tout son sens. En dehors de tout vernis scientifique, M. Smith plonge son lecteur dans un imaginaire anxigène en parlant de « *ruée vers l'Europe* », de « *bombe démographique* » ou de « *raz de marée migratoire* ». Puis il explique sans ambages que « *l'immigration massive de jeunes Africains n'est ni nécessaire ni utile* », et que la simple « *présence* » d'étrangers noirs et arabes en Europe ne manquera pas d'importuner les Européens « *de souche* », blancs. Voilà donc ce qui pose problème à Stephen Smith.

Comment un tel ouvrage a-t-il pu être ainsi glorifié par la presse et par des institutions prestigieuses, devenir un succès de librairie et influencer le débat public ? Car il en faut des réseaux et des soutiens pour qu'un tel livre reçoive, en quelques mois, un prix de l'Académie française, le prix de la *Revue des deux mondes* et le Prix du livre de géopolitique de l'année. En récompensant ainsi l'ouvrage de M. Smith, ces institutions ont indéniablement participé à la légitimation de son contenu, à sa médiatisation et à sa diffusion. Sans que jamais les membres de ces jurys n'aient à s'en expliquer.

La connaissance des faits qu'appellent de leurs vœux les signataires du pacte de Marrakech est une chose. Leur interprétation – jamais neutre – une autre. Mais le processus qu'il faut interroger aujourd'hui est indéniablement le processus de valorisation et de diffusion de livres dont la faiblesse scientifique et l'idéologie délétère sont manifestes, et qui pourtant font « *évoluer la manière dont les migrations sont perçues* » (objectif n° 17) – peut-être pas dans le bon sens. Car c'est bien la question des idéologies et de leur légitimation qui est en jeu. Ce qui rappelle les difficultés qu'ont les sciences sociales à imposer dans l'arène médiatique et politique des arguments sérieux sur des sujets complexes et sensibles.

---

Julien Brachet est géographe à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne